



PROJET DE MARCHÉ N° B25-01454-SN

ENTRE

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES,
établissement public de recherche à caractère scientifique technique et industriel,
dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème},
immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775
685 019
représenté par Monsieur Sébastien DAUVE, agissant en qualité de Directeur de l'institut LETI,
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET

La société _____,
dont le siège social est situé _____,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de _____ sous le numéro R.C.S _____,
représentée par Monsieur/Madame _____, agissant en qualité de _____,
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS	3
3.1 - Correspondants du CEA	3
3.2 - Correspondants du Titulaire	4
ARTICLE 4 - DUREE ET PHASES DU MARCHE	4
4.1 - Tranche ferme – tranches optionnelles	4
ARTICLE 5 - DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS	5
5.1 - Prestations de base.....	5
ARTICLE 6 - VARIATION DE PARC.....	8
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
7.1 - Dispositions générales	8
7.2 - Obligation de conseil et d'information	8
7.3 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire	9
7.4 - Confidentialité	9
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL	9
8.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale	9
ARTICLE 9 - APPROVISIONNEMENT DES FOURNITURES*	9
9.1 - Définition des Fournitures	9
9.2 - Condition d'exécution	9
9.3 - Conditions de livraison	10
9.4 - Réception	11
9.5 - Garantie.....	11
9.6 - Rapport de défaillance	12
APRES LA PERIODE DE GARANTIE, SUR DEMANDE DU CEA ET APRES ACCORD DU TITULAIRE, LE TITULAIRE S'ENGAGE A ANALYSER LES PIECES DEFAILLANTES. CETTE PRESTATION EST COMPRISE DANS LES PRIX TELS QUE DEFINIS A L'ARTICLE 9.....	12
9.7 - Suivi de marché.....	12
9.8 - Remise de statistiques	12
ARTICLE 10 - PRIX ET MONTANTS	12
10.1 - Montant des Prestations de base au forfait.....	13
10.2 - Prix des Prestations de maintenance corrective hors forfait et pièces détachées et consommables*	13
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....	13
ARTICLE 12 - PENALITES	14
12.1 - Pénalités sur les délais d'intervention	14
12.2 - Pénalités pour retard dans les visites préventives	14
12.3 - Pénalités sur la non atteinte du taux de disponibilité	14
12.4 - Pénalités applicables pour l'approvisionnement des Fournitures*	15
12.5 - Caractères des pénalités.....	15
ARTICLE 13 - FACTURATION- REGLEMENT	16
13.1 - Conditions de facturation.....	16
13.2 - Modalités de règlement	16
ARTICLE 14 - REGIME FISCAL	17
ARTICLE 15 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE	17
ARTICLE 16 - MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE	17
ARTICLE 17 - CONCLUSION DU MARCHE.....	17

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché a pour objet de fixer les conditions selon lesquelles le Département LETI/DPFT du CEA/Grenoble confie au Titulaire, qui accepte, **la maintenance, avec obligation de résultats, des matériels de marque INSPECTROLOGY en service au CEA/Grenoble**, ci-après dénommée les « Prestations ».

La liste des matériels figure en annexe n° 1. Ils sont ci-après dénommés individuellement par le terme « **le Matériel** » et collectivement par le terme « **les Matériels** ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2.1 - Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- le dossier de consultation référencé B25-01454-SN avec, faisant partie intégrante, les prescriptions techniques du marché et leurs annexes (cahier des charges référencé **LETI/DPFT/SIME/25-012/VS**, en date du 27 mars 2025, ci-après dénommé « Cahier des charges ») ;
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) [pour les marchés avec présence de personnel sur site hors chantiers clos et indépendants] ;
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.) ;
- l'offre du Titulaire référencée _____ du _____, à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

2.2 - Les annexes suivantes font partie intégrante du présent marché :

- Annexe n° 1 « Liste des Matériels du parc du CEA – Détail des prestations »,
- Annexe n° 2 « Procédure d'escalation »
- Annexe n° 3 « Echancier de facturation et numéros de commande »

ARTICLE 3 - CORRESPONDANTS

3.1 - Correspondants du CEA

Correspondants techniques du CEA :

Responsables maintenance transverse du LETI/DPFT (Chef de Service, et Responsable contrats maintenance) :

Pascal BOULITREAU – Chef de service LETI/DPFT/SIME - Tél. : 04.38.78.07.54
E-mail : pascal.boulitreau@cea.fr

Viviane SALAÜN - LETI/DPFT/SIME - Tél. : 04.38.78.07.54
E-mail : viviane.salaun@cea.fr

Correspondants Maintenance par laboratoire et/ou par secteur :

ARTICLE 5 - DEFINITION ET ETENDUE DES PRESTATIONS

5.1 - Prestations de base

Le Titulaire garantit le bon fonctionnement d'une partie des Matériels objet du présent marché, les Matériels concernés étant identifiés dans l'annexe n° 1 au présent marché.

Toutes les Prestations portant sur la sécurité et la fiabilité des Matériels sont comprises dans les prix forfaitaires fixés à l'article 9 du présent marché ; a contrario, les Prestations portant sur des améliorations de performances des Matériels ne le sont pas.

Les Prestations de maintenance dues au titre du présent marché comprennent :

- la maintenance préventive des Matériels,
- l'assistance téléphonique pour le CEA,
- la maintenance corrective des Matériels,
- la maintenance du software et du hardware
- le suivi des Prestations,
- la maintenance des périphériques, hors pompes et chillers,
- les formations des utilisateurs des équipements,
- les frais de main d'œuvre, de transport et de déplacement,

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des Prestations conformément au Cahier des charges visé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire ne doit en aucun cas entreprendre des Prestations en dehors de celles définies dans le Cahier des charges, sans l'accord préalable et écrit du CEA.

5.1.1 - Maintenance préventive

Le Titulaire s'engage à réaliser, en accord avec le CEA, le nombre de visites de maintenance préventive annuelles nécessaires au bon état de fonctionnement des Matériels, en conformité avec les préconisations du constructeur.

La date de ces visites sera définie d'un commun accord entre le Pilote Maintenance et le prestataire et sera confirmée par écrit.

Ces visites de maintenance préventive, conformément au cahier des charges, sont comprises dans le forfait fixé à l'article 9 du présent marché.

Au titre de la maintenance préventive, le prestataire a en charge la maintenance des dispositifs de sécurité, leur test régulier et la traçabilité relative à ces opérations. A cet effet, il définit pour chaque équipement dont il a la charge une check-list des essais de sécurité, comprenant :

- La liste des dispositifs de sécurité à tester régulièrement (liste détaillée par dispositif unitaire),
- Leurs actions et asservissements,
- Les moyens de contrôler que l'action est bien conforme à celle attendue,
- La fréquence de contrôle (en aucun cas supérieure à 36 mois),
- Le nom de la personne effectuant chaque contrôle,
- La date du contrôle.

Il se base pour établir cette check-list sur les données fournisseurs et sur l'environnement de l'installation dans les locaux du CEA.

5.1.2 - Assistance téléphonique

En cas de panne ou de dysfonctionnement d'un Matériel, le Titulaire met à disposition du CEA son service d'assistance technique téléphonique. Le Titulaire s'engage à assister le CEA dans l'analyse du problème rencontré et donner toutes les instructions par téléphone au correspondant CEA afin qu'il réalise les opérations de dépannage qui lui auront été indiquées par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à rappeler le CEA dans un délai inférieur ou égal à deux (2) heures.

L'assistance téléphonique se fait du lundi au vendredi pendant les heures ouvrables du CEA, hors jours fériés, pour un dépannage ou une aide à l'utilisation du Matériel.

L'assistance téléphonique est comprise dans le forfait fixé à l'article 9.1 du présent marché.

5.1.3 - Maintenance corrective

En cas de panne, sur simple demande téléphonique du CEA confirmée par E-mail, le Titulaire s'engage à intervenir et à remettre les Matériels en bon état de fonctionnement.

Ces interventions correctives sont comprises dans le montant forfaitaire indiqué à l'article 9.1 du présent marché et sont effectuées en nombre et durée illimités.

5.1.3.1 - Délai d'intervention

En cas d'échec du dépannage par téléphone, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai qui ne devra pas excéder []*heures, soit []*()* **jours ouvrés** à compter de la demande du CEA confirmée par fax ou par E-mail.

***à préciser dans le marché définitif selon le scénario retenu**

5.1.3.2 - Délai de réparation

Le Titulaire s'engage à effectuer les réparations et la remise en service des Matériels dans un délai maximum moyen de trois (3) **jours ouvrés** à compter du début de l'intervention, déterminé au moment de la prise en charge des Matériels sur le site par le Titulaire. Le délai moyen est calculé trimestriellement, selon les modalités précisées au Cahier des charges, et s'entend hors délai d'approvisionnement des pièces détachées le cas échéant.

5.1.3.3 - Disponibilité visée

Le Titulaire s'engage à réaliser ses meilleurs efforts pour améliorer le taux de bon fonctionnement des Matériels, et atteindre les objectifs fixés Matériel par Matériel dans l'annexe n° 1 au présent marché.

Le taux de disponibilité est calculé pour chaque Matériel par période de 13 semaines successives, conformément aux modalités de calcul précisées dans le Cahier des charges.

En cas de non-respect de cette valeur cible, le Titulaire s'engage à proposer et mettre en œuvre un plan d'actions ayant comme objectif d'atteindre au minima la valeur cible dans un délai de trois mois.

5.1.3.4 - Procédure d'escalation

Le Titulaire doit fournir au CEA une procédure d'escalation selon les conditions fixées au cahier des charges. Le Titulaire s'engage à remettre à jour celle-ci, autant de fois que nécessaire, afin de ne pas engendrer de rupture dans la bonne exécution du marché.

Dans le cadre de la maintenance corrective, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre la procédure d'escalation dès la fin du deuxième jour d'intervention, en cas de panne non maîtrisée.

Le Titulaire doit informer le CEA du déclenchement de la procédure par fax ou courrier électronique.

5.1.4 - Mise à jour du hardware et du software

La maintenance du software et du hardware, comprenant l'installation des mises à jour des logiciels nécessaires à la correction des bugs et au maintien des performances des systèmes (les upgrades soft incluant les modifications hardware nécessaires à leur bon fonctionnement) est comprise dans le forfait fixé à l'article 9.1 ci-après.

Au titre de cette maintenance, le Titulaire fournit au CEA, dans les conditions spécifiées dans le Cahier des charges, la procédure de sauvegarde des données permettant de redémarrer au plus

vite un Matériel suite à une défaillance matérielle du(des) support(s) de données et assiste le CEA lors de la première sauvegarde et restauration pour valider la bonne exécution de la procédure.

5.1.5 - Pièces détachées et consommables

Toutes les pièces et consommables changés au titre des Prestations de maintenance doivent provenir d'un kit agréé constructeur. Les pièces de rechange fournies peuvent être des pièces neuves, ou des pièces d'occasion reconditionnées à neuf.

5.1.5.1 - Pièces détachées et consommables compris dans le forfait de maintenance préventive*

Les pièces détachées et consommables sont compris dans le forfait de maintenance préventive fixé à l'article 10 du présent marché.

5.1.5.2 - Pièces détachées et consommables non compris dans le forfait de maintenance corrective*

Les fournitures sont approvisionnées par le titulaire au titre du présent marché, selon les dispositions prévues à l'article 9 et les prix fixés à l'article 10.

****à préciser dans le marché définitif selon le scénario retenu***

5.1.6 - Suivi des Prestations

5.1.6.1 - Rapport d'intervention

A l'issue de chaque intervention de maintenance (préventive ou corrective), le Titulaire doit établir un rapport d'intervention mentionnant en détail, la date et l'heure des interventions, la nature des réparations ou contrôles effectués, le nombre d'heures de main-d'œuvre, la liste des pièces détachées fournies et les éventuelles opérations supplémentaires à effectuer.

Ce rapport doit être signé par le Titulaire et un représentant du CEA qui en conserve l'exemplaire original.

5.1.6.2 - Réunions trimestrielles

Les correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3 (responsable maintenance et Pilotes Maintenance des Matériels) et le Titulaire se rencontrent lors de réunions trimestrielles.

Au cours de ces réunions trimestrielles et sans déroger à la liste non exhaustive des thèmes mentionnés au cahier des charges, les thèmes suivants sont examinés :

- la mise à jour des actions à réaliser,
- le respect des consignes de sécurité,
- le suivi des interventions réalisées et des interventions à réaliser sur le prochain trimestre,
- le bilan de la prestation sur la période écoulée (nombre d'interventions réalisées, nombre d'heures d'intervention, pièces détachées utilisées).

Cette réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire et validé par le CEA puis diffusé à l'ensemble des correspondants techniques du CEA.

5.1.6.3 - Etats semestriels

Chaque semestre, le Titulaire fournit un état semestriel récapitulatif par Equipement décomposant les heures passées pour la maintenance préventive et pour la maintenance corrective, ainsi que la liste des pièces détachées fournies.

5.1.7 - Bilan

Une revue de marché est effectuée chaque année à la date anniversaire de prise d'effet du présent marché, à laquelle participent le chargé d'affaires du Titulaire présent sur le site et les responsables

techniques et commerciaux du CEA. Un bilan des interventions est établi par le Titulaire. Des préconisations et des actions de progrès peuvent être proposées par les deux parties.

Au cours de cette réunion de bilan annuel d'activité, et sans déroger à la liste non exhaustive des thèmes mentionnés au cahier des charges qui peuvent être évoqués, les résultats atteints par le Titulaire pendant la période écoulée sont systématiquement analysés.

A titre indicatif, les thèmes suivants sont examinés :

- les délais de réalisation des Prestations conformément aux calendriers prévus,
- la qualité technique des Prestations réalisées,
- le taux de bon fonctionnement de chaque "Matériel",
- le respect de la mise en œuvre de la démarche qualité prévue, le respect de la sécurité,
- la qualité des documentations à fournir et à mettre à jour par le Titulaire, plus globalement, le respect du cahier des charges, les points à améliorer et les objectifs à atteindre.

Cette réunion fait l'objet d'un compte rendu rédigé et diffusé par le CEA.

ARTICLE 6 - VARIATION DE PARC

Dans le cas où le CEA souhaite ne plus maintenir l'un des Matériels, il en informe le Titulaire par lettre recommandée avec A.R. La prise en compte financière de cette modification est alors effective à partir du troisième mois suivant l'envoi du courrier au Titulaire. Cet arrêt de maintenance génère dans le cadre du présent marché un réajustement financier proportionnel, calculé prorata temporis sur la base des prix indiqués dans l'annexe n°1 pour chaque Matériel.

Aucune indemnité compensatoire n'est due par le CEA au Titulaire au titre de cette modification contractuelle.

Si le CEA doit avoir à faire maintenir un ou plusieurs Matériels supplémentaires, il se rapproche du Titulaire afin d'étudier les meilleures conditions de prise en compte de ces Prestations en sus. La prise en compte financière de cette entrée dans le parc d'un matériel est alors effective à partir du mois suivant l'envoi du courrier au Titulaire.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les Prestations sont effectuées dans le périmètre désigné au cahier des charges, sur le site du CEA de Grenoble.

Une "Installation" est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque Installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet, a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des Prestations par le Titulaire dans ces domaines.

Le responsable local du Titulaire s'engage à rendre compte au Chef d'Installation concerné de tous les incidents et/ou anomalies rencontrées dans le cadre des Prestations confiées et au responsable du marché du CEA.

7.1 - Dispositions générales

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des spécifications techniques locales pour exécuter les Prestations et il reconnaît avoir reçu du CEA toutes les indications qui lui sont nécessaires pour les réaliser.

7.2 - Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des Prestations, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans la conduite du projet, à lui

suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

7.3 - Accès au Centre et aux Installations et organisation du Titulaire

Les conditions d'accès au Centre et aux Installations sont définies dans les règles applicables aux Entreprises Extérieures visées à l'article 2 du présent marché, complétées par les dispositions du Cahier des charges le cas échéant.

Ces dispositions ne donnent lieu à aucune indemnité au bénéfice du Titulaire qui, par ailleurs, ne peut s'en prévaloir pour justifier du non-respect de ses obligations contractuelles quelles qu'elles soient.

En début de chaque année, sur demande du Titulaire, le CEA Grenoble fait connaître au Titulaire les dates de fermeture du Centre (environ 8 à 10 jours par an en plus des jours fériés).

Pour l'année 2025, les jours de fermeture sont les 1^{er} janvier, 21 avril, les 1^{er}, 2, 8, 9, 29 et 30 mai, le 9 juin, le 14 juillet, le 15 août, les 10 et 11 novembre, 16 août, le 31 octobre, du 24 au 31 décembre.

Sauf autorisation expresse de la part du CEA, le Titulaire ne doit pas intervenir sur le site durant ces jours de fermeture.

7.4 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE ENVERS SON PERSONNEL

8.1 - Respect par le Titulaire de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

ARTICLE 9 - APPROVISIONNEMENT DES FOURNITURES*

**à finaliser dans la commande définitive, si les pièces ne sont pas incluses au forfait.*

9.1 - Définition des Fournitures

Le Titulaire s'engage à fournir les pièces détachées incluses dans le « **Liste des pièces détachées** » en annexe 2, conformément aux caractéristiques définies dans le cahier des charges visé à l'article 2 du présent marché.

9.2 - Condition d'exécution

9.2.1 - Conditions générales d'exécution

Le Titulaire, en tant que spécialiste des Fournitures qui lui sont demandées au titre du présent marché, s'engage à les fournir dans le respect des règles de l'art, des réglementations qui leur sont applicables et dans le souci de l'optimisation de la qualité du produit commandé.

9.2.2 - Formalisme des appels à livraison

Au titre du présent marché, le CEA adresse par télécopie au Titulaire des appels à livraison successifs selon ses besoins.

Les appels à livraison sont adressés par email à l'adresse suivante :

Ces appels à livraison comportent leur propre numéro et référencent le présent marché.

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison de la Fourniture qu'après avoir reçu un appel à livraison du CEA, précisant les éléments suivants :

- la désignation et la référence de la Fourniture,
- la quantité demandée,
- le prix unitaire de la Fourniture,
- le lieu de livraison,
- la référence du présent marché.

L'appel à livraison précise le délai de livraison : Standard, Urgent.

Les appels à livraison sont régis par les dispositions du présent marché et sont passés sur la base des prix unitaires de la « Liste des pièces détachées » figurant en annexe n° 2.

Le Titulaire ne peut pas imposer de quantité minimum commandée par appel à livraison, il est tenu de livrer sans supplément de prix la Fourniture, quelle que soit la quantité commandée.

Le CEA ne s'engage sur aucune quantité commandée au titre du présent. Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité au titre de quantités de commandes ou de montants commandés non atteints.

9.2.3 - Cas d'une Fourniture non listée en annexe n° 2

Dans le cas où une Fourniture donnée n'est pas listée en annexe n° 2 au présent marché, le CEA fait une demande de prix au Titulaire. Celui-ci doit répondre dans un délai n'excédant pas deux (2) jours ouvrés à compter de la demande de prix du CEA confirmée par fax ou e-mail, conformément aux spécifications du cahier des charges.

Sur cette base, le CEA établit une commande en référence au présent marché et précise les éléments spécifiques à la demande de prix.

Le CEA peut décider d'intégrer ces Fournitures dans l'annexe n° 2 par avenant au présent marché.

9.3 - Conditions de livraison

9.3.1 - Livraison standard et urgente

Le Titulaire s'engage à livrer les Fournitures suivant les deux (2) types de conditions de livraison, décrits aux paragraphes 1.2 et 1.3 du cahier des charges qui sont les suivants :

- **DS : délai standard** de livraison soit **3 (trois) semaines** maximum à compter de la date de l'appel à livraison.
- **DU : délai en cas d'urgence ou « system down »** soit 48 (quarante-huit) heures maximum à compter de la date de l'appel à livraison.

Les délais prennent effet à compter de la date de réception de l'appel à livraison par le Titulaire.

En cas de difficulté relative à une livraison, le Titulaire doit en informer au plus tôt les correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3.1 du présent marché.

Tout retard de livraison non justifié et non accepté préalablement par le CEA, peut donner lieu à l'application des pénalités de retard définies à l'article 9 ci-après.

9.3.2 - Emballage – Expédition – Transport - Livraison

Les Fournitures sont emballées, transportées et livrées aux frais et risques du Titulaire.

L'Incoterm retenu est **DAP CEA Grenoble**- lieu de livraison indiqué dans l'appel à livraison (Selon la convention de la CCI – Incoterms 2020).

Le transfert des risques a lieu après la livraison.

Le Titulaire doit indiquer impérativement sur l'étiquette d'identification des colis (dans le bordereau de livraison intérieur) le numéro complet du présent marché et de l'appel à livraison auquel elle se réfère.

Pour chaque Fourniture livrée, le Titulaire doit obligatoirement transmettre aux correspondants techniques du CEA désignés à l'article 3.1 la Fiche de Données de Sécurité du produit présentant un risque.

L'emballage et l'étiquetage doivent assurer une information et une protection efficaces, tant en termes de manutention que de conservation, jusqu'à destination finale et être conformes à tous les règlements et normes en vigueur.

Si des conditions particulières de stockage (température, hygrométrie,...) sont requises, elles sont identifiées et affichées en caractères spéciaux.

Toute livraison doit être adressée au bâtiment/pièce stipulé sur l'appel à livraison.

9.3.3 - Horaires et lieux de livraison (susceptible d'évoluer en cours de marché)

Les livraisons sont effectuées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00 durant les jours ouvrés. Toute livraison doit être faite à l'adresse (susceptible d'évoluer en cours de marché) indiquée sur l'appel à livraison, conformément aux spécifications du cahier des charges.

9.4 - Réception

Le Titulaire procède à la livraison de la Fourniture et le CEA vérifie sa conformité, conformément aux spécifications du cahier des charges.

La Fourniture n'est réceptionnée qu'après contrôle quantitatif et qualitatif par le CEA ou le prestataire délégué par le CEA.

9.5 - Garantie

Les Fournitures sont garanties 6 mois pour les Fournitures d'occasion reconditionnées à neuf et 12 mois pour les Fournitures neuves, à compter de la date de réception, établie conformément à l'article 6.4 infra. La garantie couvre les pièces, la main d'œuvre, les transports et les déplacements.

Pendant la période de garantie, le Titulaire s'engage à changer les pièces défectueuses au plus tard dans les mêmes délais que ceux définis à l'article 6.3.1 suivant la réception d'une télécopie de demande d'intervention du CEA.

Il est entendu que l'envoi de la télécopie doit être précédé d'un entretien téléphonique avec le responsable technique du Titulaire en vue d'un diagnostic.

Le personnel du Titulaire chargé des dépannages a libre accès aux Fournitures en demande de garantie, sous réserve du respect des clauses d'hygiène et de sécurité décrites dans les conditions générales du CEA et que les opérations n'apportent pas une gêne anormale aux utilisateurs.

9.6 - Rapport de défaillance

Après la période de garantie, sur demande du CEA et après accord du Titulaire, le Titulaire s'engage à analyser les pièces défaillantes. Cette prestation est comprise dans les prix tels que définis à l'article 9.

9.7 - Suivi de marché

Le Titulaire s'engage à fournir tous les indicateurs conformément au Cahier des charges et documents permettant de suivre le volume et le bon déroulement des prestations prévues au titre du présent marché.

Le Titulaire organise semestriellement une réunion de suivi de marché en présence des correspondants techniques et commerciaux cités aux articles 3.1 et 3.2. Le Titulaire effectue au préalable un bilan semestriel des appels à livraison réalisés et l'envoie aux correspondants techniques au plus tard quinze jours avant la tenue de la réunion. A l'issue de cette réunion, le Titulaire rédige un compte-rendu qu'il communique par écrit au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés après la date de la réunion.

Le Titulaire doit assurer un rôle de conseil auprès du CEA sur l'utilisation et l'évolution des Fournitures commandées au titre du présent marché.

Il informe le CEA des défauts connus d'une Fourniture, des changements de politique de son entreprise (abandon d'une gamme de produits, cessation d'activité touchant directement le fonctionnement du présent marché,...) et prend les mesures correctives qui en découlent.

A tout moment, le CEA peut bénéficier gratuitement de la part du Titulaire de conseils divers sur les Fournitures concernées par le présent marché.

En cas de livraison non-conforme (pièces défectueuses, erreur de quantité, de référence...), le CEA rédige une Fiche d'Amélioration (FA), celle-ci est transmise au Titulaire pour analyse. Les résultats de cette analyse sont présentés par le Titulaire lors des réunions semestrielles.

Le Titulaire établit un bilan des Fournitures livrées lors de l'année écoulée. Ce bilan est commenté par le Titulaire qui fait également des propositions d'améliorations pour l'année suivante.

9.8 - Remise de statistiques

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA, à l'expiration de chaque période semestrielle, un état statistique indiquant, pour chaque Fourniture livrée, la quantité et le montant total de la livraison correspondante.

Ces états statistiques font également l'objet d'une compilation annuelle ainsi que d'une compilation sur la durée globale du présent marché.

Ces informations sont transmises, avant le 15 du mois suivant la période considérée, au correspondant commercial du CEA désigné à l'article 3.2 du présent marché.

Tous les dossiers ou rapports remis par le Titulaire au CEA sont réalisés sur les supports suivants :

- Microsoft WORD version docx, pour les documents écrits,
- Microsoft EXCEL version xlsx pour les tableaux chiffrés.

Chacun de ces rapports est transmis au CEA par courrier électronique et sur support papier.

ARTICLE 10 - PRIX ET MONTANTS

Tous les prix fixés au titre du présent article 10 sont fermes pendant toute la première année de la tranche ferme, puis révisibles annuellement selon les dispositions de l'article 11 ci-après.

Tous les prix fixés au titre du présent article 10 incluent l'ensemble des frais annexes de transports et de déplacements, et de dédouanement le cas échéant.

10.1 - Montant des Prestations de base au forfait

L'ensemble des Prestations de base du présent marché sont rémunérées sur la base d'un montant forfaitaire.

10.1.1 - Montant forfaitaire des Prestations de base de la tranche ferme

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche ferme du présent marché est fixé à la somme de [] euros HT ([] euros hors taxes), décomposé par année comme suit :

- année 1 : [] euros HT ([]),
- année 2 : [] euros HT ([]),

10.1.2 - Montant forfaitaire des Prestations de base des tranches optionnelles

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche optionnelle n° 1 du présent marché est fixé à la somme de [] euros HT ([] euros hors taxes).

A la date de notification du présent marché, le montant des Prestations de base de la tranche optionnelle n° 2 du présent marché est fixé à la somme de [] euros HT ([] euros hors taxes).

10.1.3 - Montants forfaitaires total des Prestations de base

A la date de notification du présent marché, dans l'hypothèse de l'affermissement des tranches optionnelles n° 1 et 2, le montant forfaitaire total du marché serait de [] euros HT ([] euros hors taxes).

10.2 - Prix des Prestations de maintenance corrective hors forfait et pièces détachées et consommables*

**à finaliser dans la commande définitive*

Les heures de maintenance corrective dues au titre des Prestations de base non comprises dans le montant forfaitaire fixé à l'article 9.1 ci-avant sont facturées, au titre du présent marché, comme suit :

- taux horaire : [] euros HT (déplacements compris),
- demi-journée (4h00) : [] euros HT (déplacements compris),
- journée : [] euros HT (déplacements compris).

Les Pièces détachées et consommables : aux tarifs en vigueur du Titulaire tel que prévu à l'annexe n° 2 du présent marché, sur lesquels s'applique une remise au moins égale à [] %).

Au titre du présent marché, le montant total des dépenses relatives aux prestations hors forfait est plafonné à 50% du montant total des prestations de maintenance préventive, tranche ferme plus tranche optionnelle.

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix fixés à l'article 9 ci-dessus sont établis aux conditions économiques du 1^{er} jour du mois de remise des offres finales, soit le []. Ce mois est appelé « Mois zéro » ou « M₀ ». Les prix

peuvent être révisés annuellement à la date anniversaire du marché, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, conformément à la formule définie ci-après.

$$P = P_0 \times [0,20 + 0,8 \times [0,50 \times (ICHT-M / ICHT-M_0) + 0,50 \times (A17 C3 / A17 C3_0)]]$$

Dans laquelle :

P =	Prix considérés au mois de facturation postérieur à la date anniversaire du marché
P₀ =	Prix au mois M ₀
ICHT-M₀	Valeur de l'indice du coût horaire du travail révisé, - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (Identifiant INSEE : 001565195) au mois M₀
ICHT-M	Dernière valeur connue de ce même indice au mois de facturation.
A17 C3₀	Valeur de l'indice des prix d'importation de produits industriels (A17 C3 – Équipements électriques, électroniques, informatiques, machines – Toutes zones – Identifiant INSEE : 010765289) au mois M₀
A17 C3	Dernière valeur connue de ce même indice au mois de facturation.

Ainsi révisée, la valeur de P est fixe pour la nouvelle période contractuelle.

Les prix révisés sont applicables après accord écrit de l'autre Partie sur la proposition, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition et sous réserve que la demande de révision de prix ait été adressée dans un délai de six mois suivant la date anniversaire de révision concernée. La révision de prix s'applique pour les Prestations réalisées à partir du mois de la réception de la demande de révision et n'a donc pas d'effet rétroactif.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième inférieur.

ARTICLE 12 - PENALITES

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

12.1 - Pénalités sur les délais d'intervention

Sans stipulation contraire, si le délai d'intervention moyen calculé sur un trimestre est supérieur à deux jours ouvrés, suivant la demande d'intervention du CEA confirmée par fax ou par E-mail, le CEA est en droit d'opérer, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à un pour cent (1%) du montant hors taxes dû trimestriellement (article 9.1.1).

12.2 - Pénalités pour retard dans les visites préventives

En cas de retard par rapport au planning défini, il est fait application d'une pénalité égale à un pour mille (1‰) du montant hors taxes dû annuellement (article 9.1.1) par jour calendaire de retard.

12.3 - Pénalités sur la non atteinte du taux de disponibilité

Pour le Matériel IVS_165A, dans le cas où la disponibilité sur chaque période de référence (13 semaines) est inférieure à celle définie à l'article 5.1.3 du présent marché, le CEA applique les pénalités définies comme suit pour chacun des Matériels :

- Disponibilité comprise entre 85 et 90 % : 10 % du montant dû trimestriellement pour ledit Matériel (article 9.1.1 et annexe n° 2),

***si le scénario 2 ou 4 est retenu, à définir dans le marché définitif**

- Disponibilité comprise entre 90 et 95 % : 15 % du montant dû trimestriellement pour ledit Matériel (article 9.1.1 et annexe n° 2),

***si le scénario 1 ou 2 ou 4 ou 5 est retenu, à définir dans le marché définitif**

- Disponibilité inférieure à 85% ou 90%* : 20 % du montant dû trimestriellement pour ledit Matériel (article 9.1.1 et annexe n° 2).

***à définir dans le marché définitif**

12.4 - Pénalités applicables pour l'approvisionnement des Fournitures*

***à finaliser dans la commande définitive**

12.4.1 - Pénalité de retard de livraison

Le Titulaire s'engage à livrer 80% des pièces « full support » listées en Annexe 2 sous 48 heures, ce taux est calculé annuellement.

En cas de non-respect du taux susmentionné, le Titulaire encourt des pénalités de retard à hauteur de 3% du montant annuel du marché.

Ce crédit est utilisable, pour l'acquisition de pièces détachées, l'année suivante par le CEA.

Si au terme du présent marché, le Titulaire est redevable d'un crédit au bénéfice du CEA, le Titulaire s'engage à faire bénéficier le CEA du crédit dans la cadre de l'exécution de futur marché.

12.4.2 - Pénalités pour non-remise des documents contractuels

Rapports statistiques

En cas de non-remise des rapports statistiques (semestriel, annuel et global) dans les délais fixés à l'article 7.8 du présent marché, une pénalité de 150 € (cent cinquante euros) par semaine de retard est appliquée.

Fiche de Données de Sécurité

En cas de non-remise des Fiches de Données de Sécurité accompagnant chaque produit livré, une pénalité de 100 € (cent euros) est appliquée par fiche manquante.

12.4.3 - Pénalités pour non-respect d'un délai fixé dans une mise en demeure

Par ailleurs, outre les cas visés aux articles 10.1 et 10.2, toutes les fois où le CEA met le Titulaire en demeure de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai fixé dans la mise en demeure, et dans tous les cas où le Titulaire ne respecte pas ce délai, le CEA peut lui appliquer une pénalité de 500 euros (cinq cents euros) par jour calendaire de retard.

12.5 - Caractères des pénalités

Les pénalités sont cumulatives et leur application est indépendante des autres sanctions auxquelles le retard peut donner lieu, notamment la résiliation éventuelle du présent marché. Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation.

L'application des pénalités n'est pas libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Il est précisé que si le CEA est amené à appliquer cinq (5) fois sur une période de douze (12) mois consécutifs des pénalités, il peut résilier le présent marché de plein droit, sans lettre de mise en

demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires. Le Titulaire ne peut pas prétendre au versement d'une quelconque indemnité.

ARTICLE 13 - FACTURATION- REGLEMENT

13.1 - Conditions de facturation

13.1.1 - Facturation des Prestations de base

La facturation des Prestations de base comprises dans le forfait de maintenance est établie trimestriellement à terme échu, sur la base du montant fixé à l'article 10.1 ci-dessus et de l'échéancier de facturation par numéro de commande figurant en annexe n° 4 ci-après.

La facturation des Prestations de maintenance corrective et pièces détachées hors forfait est établie trimestriellement à terme échu, après présentation du(des) rapport(s) d'intervention(s) validés par le CEA pour le trimestre écoulé, sur la base des prix fixés à l'article 10.2 ci-dessus.

13.2 - Modalités de règlement

Avec une société de droit étranger

Les factures sont adressées en un exemplaire au :

CEA de Saclay
S3C - comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Tél. : 01 69 08 47 50

Toutes les factures émises portent la référence du présent marché.

Les règlements interviennent à 30 jours à compter de la date de réception de la facture, après livraison ou exécution.

Avec une société de droit français (Portail Chorus obligatoire), ou avec une société de droit étranger si le Titulaire le souhaite (Portail Chorus facultatif)

Il est précisé que l'utilisation du portail Chorus est facultative pour les sociétés de droit étranger. Si le Titulaire opte pour ce mode de facturation, ce choix est irréversible, pour toutes les factures à venir et pour tous les marchés passés avec le CEA.

Conformément aux articles L2192-1 et suivants et D2192-2 du code de la commande publique complétés par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**
- le code service **GRE-C** qui permettra d'aiguiller le traitement de la facture ;
- le numéro d'engagement (**n° de marché/commande SAP**) composé de 10 chiffres
- l'adresse de facturation du CEA :

CEA de Saclay
S3C - Comptabilité fournisseur PC 75
91191 GIF-SUR-YVETTE Cedex
FRANCE

Le délai de règlement est de 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA (PV) ou d'un événement ayant déclenché un terme de facturation doivent être transmises en même temps que les factures.

Dans l'hypothèse où une facture émise porte en tout ou partie sur des prestations fermes et optionnelles, le Titulaire doit décomposer le montant facturé en détaillant ce qui relève de la part ferme et de chaque option.

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

ARTICLE 14 - REGIME FISCAL

Le montant du marché est assujéti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur le jour de son fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 15 - LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Il est expressément convenu que l'exécution du présent marché est soumise à la législation française.

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 16 - MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE

Le présent marché ne peut être modifié ou complété qu'après acceptation expresse des personnes dûment habilitées par le Titulaire et par le CEA.

A défaut d'accord entre les parties, le présent marché s'exécute et se poursuit selon le respect des clauses et conditions antérieures.

Toute demande de modification, en dehors de celles relevant de l'application de la clause de variation de parc prévue à l'article 6 et de la clause de révision de prix prévue à l'article 10 ci-avant, fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette demande doit être adressée aux correspondants commerciaux du Service des Marchés et Achats du CEA/Grenoble désignés à l'article 3 ci-avant.

ARTICLE 17 - CONCLUSION DU MARCHE

Il est demandé au Titulaire de renvoyer le présent marché dûment signé.

Fait à Grenoble en un exemplaire,

Le

Pour le Titulaire,

Pour le CEA,

Annexe n° 1 au projet de marché n° B25-01454-SN
Annexe financière

[*à compléter dans le marché définitif sur la base de l'annexe financière]

Annexe n° 2 au projet de marché n° B25-01454-SN
Procédure d'escalation

[Procédure d'escalation à compléter dans le marché définitif]*

Annexe n° 3 au projet de marché n° B25-01454-SN
Echéancier de facturation par numéros de commande

[Prix et échéancier de facturation à rajouter dans le marché définitif]*